

**Transitions environnementales et écologie politique des savoirs en Afrique :
de la commotion coloniale et néo-libérale à la « co-motion » sociale-écologique**

Naaj, deuxième semestre 2020

Coordinateurs :

Yvan Renou, MCF HDR en économie (PACTE/CNRS – UGA)

Cheikh Ba, MCF Assimilé en Géographie (PACTE/CNRS - UCAD/IGT)

Alassane Diallo, Enseignant-chercheur en économie, Université Amadou Mahtar Mbow (UAM) de
Dakar (Chercheur associé au Centre de Recherche en Économie de Grenoble (CREG-UGA))

Les transitions environnementales à l'âge de l'Anthropocène : les interactions Nord/Sud

Avec l'avènement d'un monde marqué par la présence de crises multiples à partir de la fin du XXe siècle (Crutzen et Stoerner, 2000 ; Rockström *et alii* 2009 ; Bonneuil et Fressoz, 2013 ; PNUD, 2014 ; PNUE, 2012 ; GIEC, 2014, etc.) prenant la forme d'une « crise sans fin » (Revault d'Allone, 2012), l'analyse des processus socio-économiques a évolué afin d'intégrer les nouvelles caractéristiques d'un environnement décisionnel complexifié (Giraud *et alii*, 2014 ; Steffen *et alii*, 2015 ; Bourg *et alii*, 2016). Malgré les tentatives de multiples entrepreneurs institutionnels de maintenir un ordre institué au sein duquel ils détenaient des positions dominantes (Gayon et Lemoine, 2014 ; Geels, 2016 ; Kornberger, 2017), l'ordre économique de l'après seconde-guerre mondiale s'est fissuré et a donné lieu à l'émergence d'un désordre institutionnalisant (Dockès, 2002 ; Pellizzoni, 2011) rendant difficilement praticables les nouvelles incertitudes ainsi générées (« ontologiques » ou « épistémiques »). Le système économique mondial a été dès lors appelé à évoluer et à déployer des transitions qui l'ont orienté vers des trajectoires soutenables (Vivien, 2007 ; Douai et Plumecocq, 2017).

La notion de transition est polysémique, c'est-à-dire floue et ambiguë. Cristallisant l'attention de nombreux observateurs et observatrices, elle s'avère essentielle afin de cerner avec précision la manière dont se structurent les enjeux orientant le développement des économies et des sociétés au XXIe siècle. Alors que les conceptions premières de la notion de transition pouvaient l'apparenter à la notion de « transit » (Bourg *et alii*, 2016), c'est-à-dire à un changement d'orientation dans la continuité des finalités poursuivies, il s'agit plutôt aujourd'hui de penser un changement d'état (une rupture, une discontinuité) ainsi que les chemins, étapes et moyens pour le rendre praticable¹. Pour ce faire, la notion de « développement durable » (Rapport Brundtland, 1987) ne semble plus être la boussole appropriée (Bourg *et alii*, 2016 ; p. 11). Outre les objectifs difficilement concrétisables des découplages annoncés (entre la croissance du PIB, la croissance des consommations énergétiques, la croissance des inégalités et les dégradations environnementales), ce sont les promesses du développement économique classique (croissance du PIB fondée sur l'innovation technologique notamment) qui sont battues en brèche : augmentation du bien-être, plein emploi et résorption des inégalités.

¹ Comme le notent les auteurs, « le terme d'arrivée n'est pas clairement défini : nous savons le présent condamné mais nous ne parvenons pour autant à décrire l'avenir, ni nécessairement à nous entendre sur celui que l'on aimerait et pourrait construire, pas plus d'ailleurs que sur les moyens à mobiliser pour y parvenir » (Bourg *et alii*, 2016 ; p 10).

Plus fondamentalement, Bourg *et alii* (2016) identifient trois limites compromettant les potentialités analytiques de la notion de développement durable : i) cherchant à prévenir les difficultés lointaines à partir du présent, elle semble dans l'incapacité à signifier une rupture avec ce dernier ; ii) pensée et conçue par la haute fonction publique onusienne comme une démarche « top-down », elle peine à structurer concrètement les démarches « bottom-up » qui émergent de manière profuse aujourd'hui ; iii) pensée à partir d'un désir de progrès fondé sur les avancées technologiques (une « économie des promesses »), elle répond mal aux enjeux de l'adaptation à des changements par des savoirs profanes et/ou non téléologiques (une « économie du pari »). Au final, la notion de développement durable semble partiellement invalidée par l'avènement de l'âge de l'Anthropocène, qui lui-même ouvre sur une conception critique de la notion de transition.

L'Anthropocène signale en effet l'échec de la modernité qui promettait d'arracher l'histoire à la nature, de libérer le devenir humain de tout déterminisme naturel. Construit sur les notions de dette écologique et d'échange inégal entre le Nord et le Sud et située à l'interface des sciences du système Terre, de la théorie du système-monde et de l'histoire sociale et environnementale, une certaine conception de cette notion (Bonneuil et Fressoz, 2013) met en évidence un ressort commun aux dominations économiques et sociales, aux injustices environnementales et aux dérèglements écologiques désormais d'ampleur géologique. Elle nous ramène à la réalité des mille liens d'appartenance et de rétroactions qui attachent nos sociétés aux processus complexes d'une Terre qui n'est ni stable, ni extérieure, ni infinie. Comprendre le fonctionnement de ces socio-éco-systèmes demande de disposer d'une définition renouvelée de la notion de transition fondée sur une compréhension politique des dynamiques institutionnelles qui travaillent les socio-natures.

Le présent numéro de la revue *Naaj* s'inscrit dans une perspective envisageant les « transitions » sous un angle renouvelé. S'inscrivant dans la continuité d'une série de travaux récents (Fuenfschiling et Truffer, 2014 ; Werbeloff *et alii*, 2016 ; Smets et Jarzabkowski, 2013 ; Avelino et Grin, 2017, Plumecocq *et alii*, 2018...), ces dernières ne sont pas réduites à un changement incrémental ou paramétrique (Mahoney et Thelen, 2010), ni à un processus téléologique (Geels, 2011), mais bien à une transformation réitérée des structures de l'action collective par des collectifs organisés et organisants. Appliquée au contexte africain, une telle conception implique de déployer un institutionnalisme historique et pragmatique qui laisse toute sa place à l'analyse des processus de (dé)colonisation (Bancel et Blanchard, 2005; Bancel *et alii*. 2010), qui ont marqué les relations entre le Nord et le Sud pendant les deux derniers siècles, ainsi qu'aux stratégies de (dé)colonialité (Grosfoguel, 2006; Sarr, 2017) induites par les politiques néolibérales déployées à partir de années 1980.

L'analyse de l'espace de jeu stratégique qui en résulte doit permettre d'étudier la puissance de conformation de politiques environnementales importées de l'extérieur ainsi que les résistances et les innovations pratiques qu'elles font émerger en retour. Dit autrement, il s'agit d'étudier les relations dialogiques qui se développent entre deux dynamiques *a priori* antagonistes : la « commotion » coloniale et néo-libérale et la « co-motion » sociale-écologique (Howitt *et alii*, 2013 et 2018). Nous nous inscrivons en effet dans la continuité des études faisant le constat que, face à la domination des savoirs experts (eurocentrés) incorporés dans des instruments et des dispositifs concrets de gouvernance des ressources environnementales sur divers territoires africains, des pratiques dissidentes empruntant à des ontologies politiques alternatives émergent et mobilisent des savoirs « indigènes » susceptibles d'entretenir un « dialogue cognitif » producteur de solutions soutenables pour les socio-éco-systèmes concernés. Rendre compte précisément du jeu stratégique dans lequel s'insèrent ces pratiques est ici l'enjeu central.

Sortir des traumatismes coloniaux et néolibéraux : les ressources environnementales africaines au prisme de l'écologie politique des savoirs

« Sortir de la grande nuit » (Mbembe, 2010) nécessite, pour le continent africain, de s'engager dans un exercice réflexif articulant les traumatismes coloniaux (Bancel *et alii*. 2005 et 2010 ; Boulbina, 2019) et

néo-libéraux (Klein, 2010). L'enjeu est d'éclairer différemment les situations problématiques présentes et d'informer des transitions environnementales soutenables « par et pour » les protagonistes et les ressources concernés.

L'exercice n'est pas aisé. Entre une Afrique sahélienne confrontée à des problèmes complexes d'adaptation au changement climatique, une Afrique des forêts qui se positionne sur le marché de la préservation des puits de carbone, l'Afrique du sud industrielle, un delta du Niger ravagé par la pollution liée à l'exploitation pétrolière et des petits États tirant leurs ressources du tourisme et menacés par la montée des eaux, quoi de commun ? Au-delà des récits croisés sur une Afrique imaginaire et proche de la nature, ou à l'inverse d'une Afrique menacée par le *land grabbing* des grands groupes internationaux, et dont la dégradation écologique pousserait à l'exode, c'est bien la question des trajectoires de développement et des effets sur l'environnement qui peut donner un sens à cette question à l'échelle du continent (Nubukpo, 2019).

Penser le lien entre trajectoires de développement et environnement suppose d'abord de rappeler les effets de la ruée coloniale sur les ressources naturelles, laquelle a durablement structuré les environnements africains : coupure entre des zones côtières qui furent les lieux des comptoirs de commerce et hinterland sous-développé, réseaux de transport qui découlaient de cette division, accaparement des meilleures terres au profit des colons dans le cas des colonies de peuplement, monocultures de rente et d'exportation, effets sur les importations alimentaires... Toute la difficulté est cependant de ne pas considérer les États africains à la seule aune de l'héritage colonial, au risque d'oublier l'historicité propre du rapport des sociétés africaines à l'environnement et la façon dont les Africains et Africaines ont aussi été les acteurs et actrices du contrôle de la nature (Siméant-Germanos, 2019), même si ce dernier s'est acclimaté à la spécificité des territoires concernés (Nubukpo et Samuel, 2017). La socio-anthropologie du développement a bien montré que le développement des cultures commerciales ou l'augmentation de la productivité agricole étaient loin d'être un effet mécanique de la colonisation d'hier ou des politiques de développement d'aujourd'hui, et qu'à l'encontre du récit d'une modernisation exogène, technologique et triomphante, beaucoup d'innovations, nourries de savoirs spécifiques, venaient des Africains et Africaines et non de l'extérieur.

La référence à l'incompétence écologique des Africains et Africaines a cependant continué d'informer le caractère oxymorique du « développement durable ». En effet, il est maintenant bien admis que les Objectifs du Développement Durable (ODD) ont été une façon de proposer une nouvelle téléologie inscrite dans la continuité du consensus de Washington (Egil, 2015) ou, dit autrement, de façonner une nouvelle conception de la modernité permettant d'énoncer la référence à l'environnement sans qu'elle n'apparaisse contraire à la croissance. Au traumatisme colonial induisant un accès inégal et une exploitation non soutenable des ressources environnementales a donc succédé le traumatisme néo-libéral contribuant à la marchandisation de ces dernières via le développement d'une logique développementiste et extractiviste (Santos, 2011).

Affirmant le pouvoir d'une gouvernementalité néolibérale fondée sur les instruments, les ODD ont contribué à mettre « à distance » toute l'épaisseur et la complexité du réel. S'intéresser aux modalités de l'action publique environnementale et aux logiques de quantification sur lesquelles elles s'appuient permet dès lors de mieux en cerner la force opératoire mais aussi les éventuelles limites associées aux instruments mobilisés. En étendant au niveau mondial les concepts du *New Public Management*, les ODD ont en effet fait un pas de plus dans la mise en place de la gouvernementalité néolibérale : celle-ci se caractérise par l'organisation des politiques publiques autour de la satisfaction d'indicateurs, par le recours à l'étalonnage (*benchmarking*) comme mode de comparaison de l'efficacité de l'action accomplie et par la liberté des moyens accordés aux agents (dès lors que leur action ne remet pas en cause les objectifs). Les ODD poursuivent, approfondissent et généralisent donc la démarche des OMD, moyennant un certain effort d'adaptation (Egil, 2015).

Si les ODD ont indéniablement un pouvoir conformant, il reste que le grand récit du rouleau compresseur néolibéral bute sur le fait qu'une partie des outils du *New Public Management*, s'ils participent à la « bureaucratization néolibérale » (Hibou, 2020), peinent à totalement orienter les comportements, en tout cas dans le sens désiré. C'est en particulier vrai parce que la force opératoire de ces outils est découplée de leurs usages politiques ou parce que la finalité qui a présidé à leur spécification bute sur l'impossibilité pratique de contrôler totalement la réalité sociale. Ainsi, tout en produisant un « schisme de réalité » (Aykut et Dahan, 2015) par la séparation entre les mondes qu'ils fabriquent, ces instruments créent potentiellement un espace de jeu pour les protagonistes à même de s'y investir. En effet, Sloterdijk (2013) nous rappelle que c'est en visitant le Palais de cristal de Londres, vaste construction moderniste édifée pour l'Exposition universelle de 1851 et en lisant l'occidentaliste Nikolai Tchernychevski, que Dostoïevski est devenu anti-occidental. Tchernychevski théorisait l'édifice comme métaphore d'une société occidentale qui devait « abolir le réel, l'extérieur, tout ce champ d'expériences et d'aventures d'où il ne vient que de mauvaises nouvelles » pour créer un « espace intérieur, domestique, où il ne reste que la communication sur les belles choses » (Sloterdijk, 2013). Le pouvoir de séparation est fragile.

C'est cet espace de jeu laissé par une régulation forcément incomplète des ressources environnementales que nous proposons de mieux cerner à l'aune de l'écologie politique des savoirs, qu'elle soit d'inspiration asiatique (Kelman et alii, 2009 ; Howitt *et alii*, 2018), africaine (Mbembe, 2019 ; Sarr, 2016 ; Diagne, Amselle et Mangeon, 2019) ou sud-américaine (Grosfoguel, 2006 ; Mignolo *et alii*, 2015 ; Escobar, 2018). Cet espace de jeu stratégique, articulant selon des modalités différenciées « commotion coloniale et néo-libérale » et « co-motion sociale-écologique » peut en effet être potentiellement investi par une diversité de protagonistes profitant d'un contexte général marqué par la multiplication d'évènements physiques et matériels à caractère environnemental (PNUE, 2012 ; PNUD, 2014 ; GIEC, 2014) : ces derniers débordent en effet généralement les cadrages gestionnaires d'inspiration néo-libérale et contribuent à l'affirmation de modalités de régulation alternatives informées par des savoirs « autochtones » jusqu'ici invisibilisés (Santos, 2011 ; Ba, 2020). La lutte entre « ontologies politiques » (Kelman *et alii.*, 2009 ; Escobar, 2018) à laquelle ces jeux donnent lieu semble en mesure de contribuer à l'identification de « mission collaborative » entre dépositaires de savoirs experts et de savoirs indigènes, débouchant sur la co-production de transitions environnementales « par le bas » et ouvrant sur de nouvelles trajectoires de développement (Bello-Bravo, 2020).

Entre transmodernité et tournant global des sciences sociales : dessiner les contours possibles des dynamiques transitionnelles

Dès lors qu'il apparaît que « nous avons des problèmes modernes pour lesquels il n'existe aucune solution moderne » (Santos, 2011), l'une des voies que peuvent emprunter les analyses de la transition peut être celle de la « transmodernité » : cette dernière est fondée sur une déprise de la colonialité occidentale et sur un principe de reconnaissance de toutes les formes de pensée et de savoirs (notamment indigènes) afin d'élaborer une « pluriversalité » commune. Cette conception « épistémopolitique » de la science (Dufoux et Macé, 2019) est toutefois critiquée par les tenants et tenantes du tournant global des sciences sociales invitant à une démarche plus positive : décrire et comparer de manière non occidentalocentrique les diverses manières qu'ont les acteurs de construire, instituer et transformer la réalité, d'organiser les nécessités de leurs interdépendances, les légitimités de leurs cadres d'action et les conflictualités induites.

Mettant à égale distance le « syncrétisme » des uns et la « neutralité axiologique » des autres, une démarche analytique possible consiste à développer des approches fondées sur un institutionnalisme critique et pragmatique (Cleaver et Koning, 2015 ; Renou, 2019) informé par l'écologie politique des savoirs et d'identifier les conditions d'existence et de réalisation des « mondes possibles » susceptibles d'orienter les dynamiques transitionnelles sociales et écologiques à venir. Questionnant aussi bien les modalités et les méthodes de production de savoirs que les cadres heuristiques et les finalités politiques, il s'agit alors de se mettre « en quête d'enquêtes » sur les Afriques transitionnelles.

Contenu du numéro thématique

Ce numéro de *Naaj* ne prétend nullement épuiser les questionnements soulevés tant leur ampleur et leur complexité impliquent que se déploient au fil des collaborations entre chercheurs et chercheuses du Nord et du Sud, et sur plusieurs années, des protocoles, projets et programmes de recherches inter voire transdisciplinaires. Il constitue donc le premier temps d'une démarche scientifique de moyen-long terme qui devrait voir évoluer ses formes et formats au cours des prochaines années et donner lieu, nous l'espérons, à l'édition d'autres numéros. Regroupant six articles, ce numéro est structuré selon trois temps analytiques distincts mais articulés, renvoyant chacun à un type de questionnement spécifique.

Le premier temps concerne l'analyse positive et normative des pratiques et discours concrets alimentant un agir territorial environnemental. Appliqué à l'enjeu des eaux sur un territoire pilote français, l'approche de la science territoriale développée par **J. A. Perrin** et **J. Linton** est d'abord une tentative visant à mieux intégrer et reconnaître la diversité des savoirs. Elle invite ensuite à réfléchir à la meilleure manière de concevoir une démocratie des savoirs qui permette de réduire la domination des réseaux épistémiques et d'encourager un dialogue cognitif constructif pour le territoire. Sans en constituer la trame principale, ce questionnement est travaillé en contexte africain par d'autres contributions.

Le deuxième temps consiste à réintégrer les analyses transitionnelles au sein d'une approche multi-échelles et multi-niveaux et de se poser la question de la soutenabilité des transferts de référentiels et de politiques publiques entre le Nord et le Sud. **M. Arrignon** interroge ainsi la portée transformatrice de la notion d'agroécologie issue des pratiques « alternatives » (développées en Amérique Latine notamment) après son intégration dans un « plan de transition agroécologique » par le ministère de l'agriculture français à partir de 2012. Alors que les grandes puissances européennes se présentent comme les mécènes de la transition écologique en Afrique, **L. B. Pountougnigni Njuf** avance pour sa part qu'il y a lieu de questionner les traits majeurs de leurs interventions dans le bassin du Congo. L'étude qu'il mène met en exergue les Organisations de la société civile (OSC) qui se présentent selon lui comme des acteurs susceptibles de favoriser une « co-motion » véritable et concrète au chevet du « second poumon de la planète ».

S'ouvre enfin le troisième et dernier temps analytique consistant à procéder à une analyse critique des fondements analytiques qui informent les dynamiques transitionnelles contemporaines. S'intéressant à la formation des politiques publiques en Afrique, **M. Bertrand** montre que la transition écologique met en exergue l'incompatibilité des valeurs néolibérales avec les objectifs de protection de l'environnement (lesquels se trouvent confondus dans le concept de développement durable). Selon elle, la transition écologique plaide pour un dialogue social et écologique avec les populations bénéficiaires, ce qui nécessite une prise en compte des particularismes écologiques des territoires (savoir-faire et les expertises locales). Cet appel fait écho à l'étude de **P. Robert** qui s'intéresse quant à lui aux modèles de transition énergétique censés informer les décisionnaires politiques du Sud. Déconstruisant l'approche de la transition énergétique développée par les principales organisations internationales, il montre que ces modèles induisent un point de vue très particulier fondé quasi intégralement sur des « étapes de développement ». Ils aboutissent alors à la promotion d'une vision idéalisée, hors sol et essentialiste de la transition énergétique qui néglige les spécificités contextuelles. Ce qui amène l'auteur à plaider en faveur d'une approche « située » de la transition énergétique.

Par la suite, **S. M. Sarr** ambitionne de déconstruire les approches hégémoniques à partir de l'environnement. Il structure son propos sur la base de certains faits saillants dans le domaine de la gouvernance environnementale à l'échelle planétaire, en analysant les approches et les dynamiques relationnelles qui ont structuré les relations entre l'Afrique et le reste du monde au point de vue socio-écologique. Enfin, **Y. H. Zambo** analyse, dans une approche inclusive, les conditions éthiques d'une justice climatique en faveur des pays en développement particulièrement impactés (Diallo, 2019) et dont la responsabilité historique dans le changement climatique observé n'est pas engagée.

Références

Agrawal, Arun 1995. Dismantling the divide between indigenous and scientific knowledge. *Development and Change*, 26, 41-439. En ligne : <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/abs/10.1111/j.1467-7660.1995.tb00560.x>

Avelino, Flor et Grin, Jhon. 2017. Beyond deconstruction. A reconstructive perspective on sustainability transition governance. *Environmental Innovation and Societal Transitions*, 22, 15-25. En ligne : <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S2210422416300582>

Aykut, Stefan A. et Dahan, Amy. 2015. *Gouverner le climat ? Vingt ans de négociations internationales*. Paris : Presses de Sciences Po.

Ba, Cheikh. 2020. Le citoyen, l'expert et le politique : quelle place pour les savoirs locaux dans la lutte contre les changements climatiques ? Le cas de l'estuaire du fleuve Sénégal. *L'Espace Politique [En ligne]*, 40. En ligne : <https://journals.openedition.org/espacepolitique/7917>

Bancel, Nicolas, Blanchard, Pascal et Lemaire, Sandrine. 2005. *La Fracture coloniale. La société française au prisme de l'héritage colonial*. Paris : La Découverte.

Bancel, Nicolas, Bernault, Florence, Blanchard, Pascal, Boubeker, Ahmed, Mbembe, Achille et Vergès, Françoise (dir.). 2010. *Ruptures postcoloniales. Les nouveaux visages de la société française*. Paris : La Découverte.

Bello-Bravo, Julia. 2020. Managing biodiversity & divinities: Case study of one twenty-year humanitarian forest restoration project in Benin. *World Development* 126, 111-123. En ligne : <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0305750X19303559>

Bonneuil, Christophe et Fressoz, Jean-Baptiste. 2013. *L'Événement Anthropocène. La Terre, l'histoire et nous*. Paris : Seuil.

Boulbina, Seloua-Luste. 2018. *Les Miroirs vagabonds ou Décolonisation des savoirs (arts, littérature, philosophie)*. Dijon : Les Presses du Réel.

Bourg, Dominique, Kaufman, Alain et Méda Dominique. 2016. *L'Âge de la transition. En route pour la reconversion écologique*. Les petits matins.

Brundtland, Gro Harlem et Khalid, Mansour. 1988. *Notre avenir à tous* (pour la version Française, 1987 pour la 1^e version). Montréal : Éditions du Fleuve.

Werbeloff, Lara, Brown, Rebekah R. et Loorbach, Derk. 2016. Pathways of system transformation: Strategic agency to support regime change. *Environmental Science & Policy*, 66, 119-128. En ligne : <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S1462901116305457>

Cleaver, Frances et De Koning, Jessica. 2015. Furthering critical institutionalism. *International Journal of the Commons*, 1(9), 1-18. En ligne: <https://www.thecommonsjournal.org/articles/10.18352/ijc.605/>

Crutzen, Paul J. et Stoerner Eugene F. 2000. The Anthropocene. *Global Change newsletter*, 41, 17-18.

Diagne, Souleymane Bachir, Amselle, Jean-Loup, et Mangeon Anthony. 2018. *En quête d'Afrique(s). Universalisme et pensée décoloniale*. Paris : Albin Michel.

Diallo, Alassane. 2019. Changement climatique et migrations humaines au Sénégal : une approche en termes de vulnérabilité du système socio-écologique. *Revue de la régulation* [En ligne] 26, 2nd semestre Autumn. En ligne : <http://journals.openedition.org/regulation/15800>

Dockès, Pierre. 2002. *Ordres et désordres dans l'économie-monde*. Paris : PUF.

Douai, Ali et Plumecocq, Gaël. 2017. *L'Économie écologique*. Paris : La Découverte.

Dufoix, Stéphane et Macé Éric. 2019. Les enjeux d'une sociologie mondiale non hégémonique. *Zilsel*, 1(5), 88-121. En ligne : <https://www.cairn.info/revue-zilsel-2019-1-page-88.htm>

Egil, François. 2015. Les Objectifs de développement durable, nouveau « palais de cristal » ?. *Politique africaine*, 140, 99-120. En ligne : <https://www.cairn.info/journal-politique-africaine-2015-4-page-99.htm>

Escobar, Arturo. 2018. *Design for the Pluriverse. Radical Interdependence, Autonomy, and the Making of Worlds*. Durham, NC: Duke University Press

Fuenfschilling, Léa et Truffer, Bernard. 2014. The structuration of socio-technical regimes—Conceptual foundations from institutional theory. *Research Policy*, 43(4), 772-791. En ligne : <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0048733313001893>

Gayon, Vincent, et Lemoine Benjamin. 2014. Maintenir l'ordre économique. Politiques de désencastrement et de réencastrement de l'économie. *Politix*, 1(105), 7-35. En ligne : <https://www.cairn.info/journal-politix-2014-1-page-7.htm>

Geels, Frank W. 2018. Disruption and low-carbon system transformation: Progress and new challenges in socio-technical transitions research and the Multi-Level Perspective. *Energy Research & Social Science*, 37, 224-231. En ligne : <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S2214629617303377>

GIEC. 2014. *Contribution des Groupes de Travail I, II et III au cinquième. Rapport D'évaluation du Groupe D'experts Intergouvernemental sur L'évolution du Climat (GIEC)*. En ligne : https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2018/02/SYR_AR5_FINAL_full_fr.pdf

Giraud, Gaël, Caminel, Thierry, et Frémeaux Philippe, Lalucq, Aurore, et Roman Philippe. 2014. *Produire plus, polluer moins : l'impossible découplage ?* Éditions Les Petits matins.

Grosfoguel, Ramon. 2006. Les implications des altérités épistémiques dans la redéfinition du capitalisme global Transmodernité, pensée frontalière et colonialité globale. *Multitudes*, 3(26), 51-74. En ligne : <https://www.cairn.info/revue-multitudes-2006-3-page-51.htm>

Hibou, Béatrice. 2020. *La Bureaucratisation néolibérale*. Paris : La Découverte

Howitt, Richard , Doohan, Karl, Suchet-Pearson, Sandy, Lunkapis, George J. 2013. Capacity Deficits at Cultural Interfaces of Land and Sea Management. In J. Weir (Dir.), *Country, Native Title and Ecology* (59-79). Canberra: anu ePress.

Howitt, Richard, Suchet-Presman, Sandy, Chen Yi-Shiuan, and Kuan, Da-Wei. 2018. Decolonizing property in Taiwan: Challenging hegemonic constructions of property. *Environment and Planning D: Society and Space*, 36(6), 987–1006. En ligne : <https://journals.sagepub.com/doi/abs/10.1177/0263775818799751>

Kelman, Ilan, Mercer, Jessica, and West, J. 2009. Combining different knowledges: Community-based through Development. *Environment Science and Policy for Sustainable Development*, 60, 41.

Klein, Naomie. 2009. *La Stratégie du choc. Montée d'un capitalisme du désastre*. Actes sud.

Kornberger, Martin. 2017. The Values of Strategy: Valuation Practices, Rivalry and Strategic Agency. *Organization Studies*, 38(12), 1-21. En ligne : <https://journals.sagepub.com/doi/abs/10.1177/0170840616685365>

Mahoney, James, and Thelen Kathleen (Eds.). 2010). *Explaining Institutional Change: Ambiguity, Agency and Power*. Cambridge: Cambridge University Press.

Mbembe, Achille. 2010. *Sortir de la grande nuit. Essai sur l'Afrique décolonisée*. Paris : La Découverte

Mbembe, Achille. 2013. *Critique de la raison nègre*. Paris : La Découverte.

Mignolo, Walter D. et Mouchard, Claude et Kaddour hédi. 2015. Une *Cosmopolis* à faces multiples : pensée frontalière et cosmopolitisme critique. *Po&sie*, 2(152), 118-138. En ligne : <https://www.cairn.info/revue-poesie-2015-2-page-118.htm>

Nubukpo, Kako. 2019. *L'Urgence africaine*. Paris : Odile Jacob.

Nubukpo, Kako & Samuel, Boris. 2017. Entre les plans d'émergence sans vision et des visions sans émergence : la difficile appropriation par l'Afrique de ses trajectoires de développement. *Politique africaine*, 1(145), 51-63. En ligne : <https://www.cairn.info/journal-politique-africaine-2017-1-page-51.htm>

Pellizzoni, Luigi. 2011. Governing through disorder: Neoliberal environmental governance and social theory. *Global environmental change*, 21(3), 795-803. En ligne : <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0959378011000410>

Plumecocq, Gael, Debril, Thomas, Duru, Michel, Magrini, Marie-Benoît, Sarthou, Jean-Pierre, et Therond, Olivier. 2018. The Plurality of Values in Sustainable Agriculture Models: Diverse Lock-in and Co-Evolution Patterns. *Ecology and Society*, 23(1), 21. En ligne : <https://www.jstor.org/stable/pdf/26799066.pdf>

PNUD. 2014. Rapport sur le développement humain : *Pérenniser le progrès humain : réduire les vulnérabilités et renforcer la résilience*. Programme des Nations Unies pour le développement, One United Nations Plaza, New York, NY, 10017. En ligne : http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr14-summary-fr_0.pdf

PNUE. 2012. *Global Environmental Outlook. Environment for the future we want*. Geo UNEP, 470.

Renou, Yvan. 2019. *Négocier les transitions socio-institutionnelles : travail des possibles, régimes de valorisation et communs*. Mémoire d'Habilitation à Diriger des Recherches, Université Grenoble Alpes.

Revault, d'Allonnes Myriam. 2012. *La Crise sans fin. Essai sur l'expérience moderne du temps*. Paris : Seuil.

Rockström, Johan, Steffen Will, Noone, Kevin and al. 2009. A safe Operating Space for Humanity. *Nature*. 461(7263), 472-475. En ligne : <https://www.nature.com/articles/461472a?foxtrotcallb>

Santos, Boaventura de Sousa. 2011. Épistémologies du Sud. *Études rurales*, 187, 21-50. En ligne : <https://journals.openedition.org/etudesrurales/9351>

Sarr, Felwine. 2017. *Afrotopia*. Philippe Rey.

Siméant-Germanos, Johanna. 2019. Penser les ingénieries de l'environnement en Afrique à l'aune des sciences sociales du développement. *Zilsel*, 2(6), 281-313. En ligne : <https://www.cairn.info/revue-zilsel-2019-2-page-281.htm>

Smets, Michael, & Jarzabkowski, Paula. 2013. Reconstructing institutional complexity in practice: A relational model of institutional work and complexity. *Human relations*, 66(10), 1279-1309. En ligne : <https://journals.sagepub.com/doi/abs/10.1177/0018726712471407>

Steffen, Will, Broadgate, Wendy, Deutsch, Lisa, Gaffney, Owen, et Ludwig, Cornelia. 2015. The Trajectory of the Anthropocene. The Great Acceleration. *The Anthropocene Review*, 2(1), 81-98. En ligne : <https://journals.sagepub.com/doi/abs/10.1177/2053019614564785>

Sloterdijk, Peter. 2013. *In the world interior of capital: Towards a philosophical theory of globalization*. Polity.

Vivien, Franck-Dominique. 2007. *Le Développement soutenable*. Paris : La Découverte.

Werbeloff, Lara, Brown, Rebekah R. et Loorbach, Derk. 2016. Pathways of system transformation: Strategic agency to support regime change. *Environmental Science & Policy*, 66, 119-128. En ligne : <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S1462901116305457>